



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Peugeot-un-cas-exemplaire>

# Peugeot, un cas exemplaire

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1988 à 1997 - Année 1989 - N° 883 - novembre 1989 -

Date de mise en ligne : lundi 4 mai 2009

Date de parution : novembre 1989

---

**Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés**

---

A l'heure où nous écrivons, fin septembre, nous ne pouvons savoir bien sûr comment évoluera le conflit. Mais ce n'est pas l'objet de cet article (ce qui ne nous empêche pas de souhaiter la victoire à ceux qui luttent). Comme d'autres journaux, la Grande Revue, Juin 1989, a signalé les bénéfices de Peugeot pour 1988, 8,8 milliards après impôts, précisant que Peugeot était devenu le premier contribuable de France ; nous notons également quelques réflexions amères - et anonymes car on licencie facilement chez Peugeot - d'ouvriers sur leurs salaires et le manque de perspectives de changement. Les événements en cours ont permis de voir plus clair et montrent à travers le cas exemplaire de Peugeot comment s'instaure et se renforce la société duale dans les pays du "libéralisme". Nous ne mentionnerons aujourd'hui que pour mémoire les laissons pour compte, châteaux, propriétés, pour nous intéresser au sort des "nantis", ceux qui ont encore la chance d'avoir un emploi.

Peugeot compte 158.000 salariés. Des diverses déclarations connues par les médias, il apparaît que la rémunération nette moyenne mensuelle des ouvriers se situe autour de 5.500 F. Quand on sait que les revendications pour le SMIC sont de 6.500 F., on comprend aisément d'où viennent les superbénéfices de Peugeot et la façon dont Monsieur Calvet a "su" redresser la situation de la firme. Le Canard Enchaîné du 27 septembre a fait l'effet, toutes proportions gardées, du "j'accuse" de Zola, en révélant que Calvet, qui refuse obstinément toute discussion avec les grévistes depuis plus de quatre semaines, s'était octroyé en deux ans une augmentation de 45,9%, ce qui porte son salaire mensuel net à 185.312 F. Autrement dit, le salaire MENSUEL du PDG atteint PRESQUE TROIS FOIS le salaire ANNUEL moyen d'un ouvrier. Le Canard note encore que, selon les documents officiels PSA, les dix dirigeants les mieux payés du groupe ont vu, en 1988, leur salaire progresser de 12,6%, pour les ouvriers et employés, par contre, les prévisions d'augmentation pour 1989 ne sont que de 2,7%, quand l'inflation atteint déjà 3,2%.

En bref, l'écart des salaires entre l'ouvrier de base et le PDG est de 1 à 30,8 ; pour mémoire, l'écart moyen des salaires en France est de 1 à 20, contre 1 à 10 en Allemagne, au Japon, etc.. Il faut vraiment que les salariés de Peugeot en aient eu "ras le bol", eux qui n'avaient pas fait grève depuis 17 ans !

Qu'invoque M. Calvet pour refuser de faire participer les salariés aux gains de l'entreprise qui sont essentiellement les leurs puisque assurés par des salaires de smicards ?

" La santé de l'entreprise reste fragile. Or les prévisions de bénéfices pour 1989 sont - étaient - de 10 milliards, soit une progression de 13,65 %.

" Le spectre de la concurrence japonaise qui ne fera de nous qu'une bouche si on baisse les bras (traduisez si on augmente décemment les salaires).

" Les investissements.

" Le pourcentage sans cesse croissant de la production des voitures étrangères en France, près de 40%, notamment allemandes (pour le moment, les japonaises sont contingentées).

Alors, si M. Calvet est le bon économiste, le bon gestionnaire que décrivent M. Périgot et même certains membres du Gouvernement, qu'il nous explique comment font les Allemands. Un reportage dans l'automobile allemande, réalisé pendant le conflit, nous a montré des ouvriers qui, avec une semaine de 35 heures (victoire de l'IG Metall) gagnaient 12.000 F./mois, soit, traduits en équivalence de pouvoir d'achat, environ 10.800 F. : le double d'un ouvrier de Peugeot. Certes, la société duale se développe également en Allemagne, comme dans tous les pays capitalistes, mais disons qu'elle est moins duale qu'en France !

Il faut des patrons butés et bornés comme Calvet pour refuser tout partage des gains de l'entreprise ; deux sondages lui donnent heureusement tort : 70 % des Français et 57 % des patrons sont pour une ouverture des négociations.

Dans ce conflit, on peut noter la mollesse du gouvernement "socialiste" qui se retranche derrière le non-interventionnisme dans l'entreprise privée. Déjà, il y a quelques mois, Bérégovoy avait

## Peugeot, un cas exemplaire

---

invités à petit-déjeuner les deux Grands de l'Automobile pour leur demander d'être "raisonnables" dans leurs prochaines augmentations du prix des voitures. Et le Ministre de faire claironner son intervention dans la presse : indice des prix et gouvernement socialiste obligent. Las ! quelques jours plus tard, après l'augmentation, les médias constataient que l'appel du Ministre n'avait pas été entendu. Les prix tant libres, Bérégovoy ne pipa mot.

Et comme il est discret dans le conflit actuel ! Après tout n'est-il pas le premier bénéficiaire, dans son ministère, de l'impôt sur les sociétés : plus de 6 milliards pour le premier contribuable de France en 1988. Alors que si Peugeot avait des salaires plus décents, les bénéfices de l'Etat seraient amputés d'autant ; il n'en retrouverait qu'une petite partie à travers la TVA des produits supplémentaires qu'achèteraient les salariés de Peugeot mieux payés. Mais, question M. Bérégovoy : en France, la fraude fiscale est estimée à 160 milliards de francs, soit en gros 10% du budget. Or seulement 25 milliards sont rattrapés. Un petit effort, Monsieur le Ministre, comme vous le demandent aujourd'hui vos grévistes d'inspecteurs et vous trouverez bien les quelques milliards qui vous feraient défaut si Peugeot, et tant d'autres patrons pleurnichards payaient un peu mieux leurs ouvriers et employés. Ce qui aurait au moins le mérite de mettre un frein à l'aggravation de la société à deux vitesses dans laquelle nous nous enfonçons de plus en plus.